

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 1er MARS 2016

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille seize, le premier mars, à dix-huit heures trente,  
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

\*\*\*\*\*

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Monique SASSI, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Pascal DESCLAUX, Catherine SAMANIEGO, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LEGRELLE, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

Étaient absents : M. Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Lise ROSSET.

Pouvoirs de vote :

Mme Marcia Macario de Oliveira à Mme Faure  
Mme Hajiba Kazaoui à Mme Brigitte Leveur  
Mme Lise Rosset à M. Christian Girardi

Madame Catherine Samaniego a été élue secrétaire de séance.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité le Procès-Verbal de la séance du 16 février 2016, Madame Moschion demande qu'une modification soit apportée page 6 sur le rapport du débat concernant la désignation d'un correspondant sécurité routière auprès de la Préfecture.

Monsieur le Maire recueille l'avis de l'assemblée pour l'ajout en point de dernière minute d'une motion déposée par le Groupe Front de Gauche de la majorité municipale concernant la baisse des dotations de l'État.

Avant de commencer la séance Monsieur le Maire présente à l'Assemblée Monsieur Jean-François GUIRAL le nouveau trésorier de la commune. Monsieur Guiral le remercie, dit qu'il arrive de la Creuse et qu'il a pris ses fonctions le premier janvier dernier.

Madame Moschion souhaite remercier Madame Sandrine Curie pour la qualité des documents budgétaires qui ont été transmis aux membres de l'assemblée.

\*\*\*\*\*

FINANCES / COMPTABILITÉ

Approbation du Compte Administratif Budget Principal Commune - 2015

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE COMMUNE AIGUILLON

Séance du 01 mars 2016

L'an deux mille seize, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Jean-François SAUVAUD, maire,

NOMBRES DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Nombre de suffrages exprimés
27	24	26 Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 1

Etaient présents :

MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Monique SASSI, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Pascal DESCLAUX, Catherine SAMANIEGO, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LEGRELLE, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

Procurator(s) :

Mme Marcia Macario de Oliveira à Mme Faure  
Mme Hajiba Kazaoui à Mme Brigitte Leveur  
Mme Lise Rosset à M. Christian Girardi

Date de la convocation

23 février 2016

Etai(en)t absent(s) :

M. Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Lise ROSSET.

Date d'affichage

\_ / \_ / \_

Etai(en)t excusé(s) :

Acte rendu exécutoire après dépôt  
en Préfecture le

\_ / \_ / \_

A été nommé(e) secrétaire de séance : Mme Catherine SAMANIEGO

## VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015

et publication du

\_ / \_ / \_

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Jean-François SAUVAUD, maire,  
vote le Compte Administratif de l'exercice 2015 et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses	Prévus :	1 943 369,00
	Réalisé :	462 059,33
	Reste à réaliser :	476 647,00
Recettes	Prévus :	1 943 369,00
	Réalisé :	886 075,21
	Reste à réaliser :	56 400,00

Fonctionnement

Dépenses	Prévus :	5 357 216,00
	Réalisé :	4 628 288,25
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévus :	5 357 216,00
	Réalisé :	5 514 043,80
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de clôture de l'exercice

Investissement :	424 015,88
Fonctionnement :	885 755,55
Résultat global :	1 309 771,43

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme

Fait à AIGUILLON,

Le Maire, Jean-François SAUVAUD



Delib n° 2016.016 (7.1.3)

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE DE SERVICE DES EAUX AIGUILLON

Séance du 01 mars 2016

L'an deux mille seize, l'Assemblée Délibérante, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Jean-François SAUVAUD, maire,

NOMBRES DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Nombre de suffrages exprimés
27	24	Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

**Etaient présents :**

MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Monique SASSI, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Pascal DESCLAUX, Catherine SAMANIEGO, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LEGRELLE, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION

**Procurat(s) :**

MME Marcia MACARIO DE OLIVEIRO à Mme Christiane FAURE  
Mme Hajiba KAZAOUI à Mme Brigitte LEVEUR  
Mme Lise ROSSET à M. Christian GIRARDI

Date de la convocation
23 février 2016

**Etai(en)t absent(s) :**

MM. Marcia MACARIO DE OLIVEIRO, Hajiba KAZAOUI, Lise ROSSET

Date d'affichage
__/__/__

**Etai(en)t excusé(s) :**

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le

__/__/__
----------

A été nommé(e) **secrétaire de séance** : Mme Catherine SAMANIEGO

et publication du

__/__/__
----------

**VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015**

L'Assemblée Délibérante, réuni sous la présidence de Jean-François SAUVAUD, maire,

vote le Compte Administratif de l'exercice 2015 et arrête ainsi les comptes :

**Investissement**

Dépenses	Prévus :	269 115,00
	Réalisé :	16 372,12
	Reste à réaliser :	0,00

Recettes	Prévus :	269 115,00
	Réalisé :	252 477,64
	Reste à réaliser :	0,00

**Fonctionnement**

Dépenses	Prévus :	54 488,00
	Réalisé :	32 150,04
	Reste à réaliser :	0,00

Recettes	Prévus :	54 488,00
	Réalisé :	52 725,99
	Reste à réaliser :	0,00

**Résultat de clôture de l'exercice**

Investissement :	236 105,52
Fonctionnement :	20 575,95
Résultat global :	256 681,47

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.  
Ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait certifié conforme.  
Fait à AIGUILLON,

le Maire, Jean-François SAUVAUD



Delib n° 616 - 017 (T. 1.8)

Publié le 02/03/16  
Visa Préfecture le 07/03/16

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE DE ASSAINISSEMENT AIGUILLON

Séance du 01 mars 2016

L'an deux mille seize, l'Assemblée Délibérante, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Jean-François SAUVAUD, maire,

NOMBRES DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Nombre de suffrages exprimés
27	24	26
		Pour : 26
		Contre : 0
		Abstentions : 0

**Etai(en)t présents :**

MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSEUR, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Monique SASSI, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Pascal DESCLAUX, Catherine SAMANIEGO, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LEGRELLE, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

**Procuratior(s) :**

Mme Marcia Macario de Oliveira à Mme Faure  
Mme Hajiba Kazaoui à Mme Brigitte Leveur  
Mme Lise Rosset à M. Christian Girardi

**Etai(en)t absent(s) :**

M. Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Lise ROSSET.

**Etai(en)t excusé(s) :**

Date de la convocation
23 février 2016

Date d'affichage
__/__/__

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le

__/__/__
----------

et publication du

__/__/__
----------

A été nommé(e) **secrétaire de séance** : Mme Catherine SAMANIEGO

**VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015**

L'Assemblée Délibérante, réunie sous la présidence de Jean-François SAUVAUD, vote le Compte Administratif de l'exercice 2015 et arrête ainsi les comptes :

**Investissement**

Dépenses	Prévus :	382 660,00
	Réalisé :	29 292,56
	Reste à réaliser :	96 773,00
Recettes	Prévus :	382 660,00
	Réalisé :	305 815,09
	Reste à réaliser :	26 510,00

**Fonctionnement**

Dépenses	Prévus :	111 271,00
	Réalisé :	90 277,02
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévus :	111 271,00
	Réalisé :	105 907,48
	Reste à réaliser :	0,00

**Résultat de clôture de l'exercice**

Investissement :	276 522,53
Fonctionnement :	15 630,46
Résultat global :	292 152,99

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.



Delib n° 2016-018 (7.1.3)

Publié le 02/03/16

Visa Préfecture le 07/03/16

\*\*\*



REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE CRECHE AIGUILLON

Séance du 01 mars 2016

L'an deux mille seize, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire

NOMBRES DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Nombre de suffrages exprimés
27	24	26
		Pour : 26
		Contre : 0
		Abstentions : 0

**Etaient présents :**

MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Monique SASSI, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Pascal DESCLAUX, Catherine SAMANIEGO, Alain LACRAMPE-MOINE, Patrick LEGRELLE, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION

**Procurator(s) :**

Mme Marcia MACARIO DE OLIVEIRA à Mme Christiane FAURE  
Mme Hajiba KAZAOUI à Mme Brigitte LEVEUR  
Mme Lise ROSSET à M. Christian GIRARDI

Date de la convocation
23 février 2016

**Etai(en)t absent(s) :**

MM. Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Lise ROSSET

Date d'affichage
__/__/__

**Etai(en)t excusé(s) :**

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le

__/__/__
----------

A été nommé(e) **secrétaire de séance** : Mme Catherine SAMANIEGO

et publication du

__/__/__
----------

**VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015**

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Jean-François SAUVAUD, maire, vote le Compte Administratif de l'exercice 2015 et arrête ainsi les comptes :

**Investissement**

Dépenses	Prévus :	0,00
	Réalisé :	0,00
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévus :	0,00
	Réalisé :	0,00
	Reste à réaliser :	0,00

**Fonctionnement**

Dépenses	Prévus :	402 070,00
	Réalisé :	390 768,01
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévus :	402 070,00
	Réalisé :	388 556,31
	Reste à réaliser :	0,00

**Résultat de clôture de l'exercice**

Investissement :	0,00
Fonctionnement :	-22 211,70
Résultat global :	-22 211,70

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Fait à Aiguillon,

Le Maire, Jean-François SAUVAUD



Delib N° 216-019 (7.1.3)

Publié le 02/03/16

Visa Préfecture le 07/03/16

## BUDGET PRINCIPAL : COMMUNE D'AIGUILLON

APRES s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2015, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2015 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT SUR :

- l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal, après délibération,**

*27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention*

**DÉCLARE** que le compte de gestion du budget principal de la Commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2015 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

*Publié le 02/03/16  
Visa Préfecture le 07/03/16*

\*\*\*

## BUDGET ANNEXE : ADDUCTION D'EAU POTABLE (Service des Eaux)

APRES s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2015, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2015 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT SUR :

- l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal, après délibération,**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention

**DÉCLARE** que le compte de gestion du budget Annexe ADDUCTION D'EAU POTABLE de la Commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2015 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Publié le 02/03/16  
Visa Préfecture le 07/03/16

\*\*\*

**Approbation du Compte de Gestion 2015 – Budget Annexe Assainissement**

**BUDGET ANNEXE : ASSAINISSEMENT**

APRES s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2015, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2015 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

**STATUANT SUR :**

- l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal, après délibération,**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention

**DÉCLARE** que le compte de gestion du budget Annexe ASSAINISSEMENT de la commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2015 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Publié le 02/03/16  
Visa Préfecture le 07/03/16

\*\*\*

**Approbation du Compte de Gestion 2015 – Budget Annexe Crèche**

**BUDGET ANNEXE : CRECHE(Halte Garderie)**

APRES s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2015, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2015 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT SUR :

- l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal, après délibération,**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention

**DÉCLARE** que le compte de gestion du budget Annexe CRECHE (Halte Garderie) de la Commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2015 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Publié le 02/03/16  
Visa Préfecture le 07/03/16

\* \* \*

#### Détermination des taux d'imposition 2016 – Taxes directes locales et taux-relais de CFE

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2331-1 à L. 2331-4,  
Les communes et les EPCI à fiscalité propre votent chaque année les taux des trois impôts ménages (taxes foncières et taxe d'habitation) et de la cotisation foncière des entreprises (CFE). Les collectivités peuvent en faire varier les taux, dans une même proportion, d'une année sur l'autre.

Les collectivités font connaître chaque année aux services fiscaux, par l'intermédiaire des services préfectoraux, leurs décisions relatives aux taux (ou aux produits) des impôts directs locaux. La date limite de cette notification est identique à la date limite de vote du budget primitif.

La *taxe d'habitation* est due par toutes les personnes qui ont, à quelque titre que ce soit, la disposition ou la jouissance de locaux meublés affectés à l'habitation.

Les *taxes foncières* sont des impôts directs qui sont établis annuellement sur les propriétés bâties et sur les propriétés non bâties sises en France.

A compter de l'exercice 2011, la *taxe professionnelle* a été remplacée par :

- x des taxes nouvelles :
  - Cotisation Foncière des Entreprises, CFE (due chaque année par les personnes physiques ou morales ou par les sociétés non dotées de la personnalité morale ou les fiduciaires pour leur activité exercée en vertu d'un contrat de fiducie qui exercent à titre habituel une activité professionnelle non salariée) ;
  - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE ;
  - Imposition forfaitaire des entreprises de réseau, IFER;
- x des taxes transférées :
  - part départementale TH ;
  - part départementale et régionale TFNB ;
  - taxe sur les surfaces commerciales TASCOM ;
  - une partie des frais d'assiette et de recouvrement (auparavant perçu par l'État).

A ces taxes nouvelles ou transférées peut se rajouter la GIR (Garantie Individuelle de Ressources), produit nouveau versé en compensation de la perte éventuelle.

Pour Aiguillon, les taux votés en 2015 étaient les suivants :



	Taux 2015
Taxe habitation	20,38%
Taxe sur le foncier bâti	25,50%
Taxe sur le foncier non bâti	132,03%
CFE	24,12%

Dans le cadre du vote du budget primitif 2016, monsieur le maire propose à l'assemblée, pour percevoir le produit attendu au titre de la fiscalité directe locale nécessaire à l'équilibre du budget, de maintenir les taux d'imposition de l'année 2015.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

25 voix pour,  
0 voix contre,  
2 abstentions, Madame Rosset et Mr Girardi

**DÉTERMINE** pour l'année 2016, les taux d'imposition des taxes directes locales et de CFE suivants :

	Taux 2016
Taxe habitation	20,38%
Taxe sur le foncier bâti	25,50%
Taxe sur le foncier non bâti	132,03%
CFE	24,12%

Publié le 02/03/16  
Visa Préfecture le 07/03/16

\*\*\*

Monsieur Girardi constate qu'il y a des excédents et pense que les taux du Foncier Non bâti sont très élevés par rapport à la moyenne départementale, il souhaiterait une diminution de moitié pour venir en aide aux agriculteurs. Monsieur le Maire lui explique que les excédents vont être consacrés à l'autofinancement des investissements qui profitent à l'ensemble des aiguillonnais. Concernant les taux FNB il est d'accord sur le fait qu'ils sont élevés et rappelle que c'est presque « historique » il ajoute qu'ils avaient été baissés de façon conséquente en 2013 ; de plus la péréquation obligerait alors à baisser également les autres taux.

Monsieur Girardi rappelle qu'en Europe la France est le seul pays à faire payer des impôts sur le foncier non bâti.

Mr Guingan pense que l'aide aux agriculteurs relève de la solidarité nationale davantage que des municipalités locales.

Monsieur Girardi demande à Monsieur le Maire de s'engager à aider les agriculteurs ; ce dernier accepte d'ouvrir le dialogue si il est contacté par les représentants agricoles.

#### Clôture Budget Annexe Crèche intégration des résultats dans le BP Commune

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

STATUANT sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2015,

CONSTATANT que le compte administratif du budget principal de la Commune d'Aiguillon pour l'exercice 2015, fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de : 477 049,55 €
  - un excédent reporté de : 408 706,41€
- Soit un excédent de fonctionnement cumulé de : **885 755,96 €**

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif du budget annexe « crèche » au titre de l'exercice 2015, Considérant la clôture définitive de ce budget annexe, Considérant l'intégration des résultats cumulés de ce budget annexe dans le budget principal 2016, Qu'il en résulte les éléments suivants :

· Détermination du Résultat de la section de fonctionnement à affecter arrêté de la façon suivante :

-Excédent cumulé de la section de fonctionnement du budget principal : **885 755,96 €**

-Résultat déficitaire de fonctionnement de clôture du budget annexe : **22 211,70 €**

Soit, en fonctionnement, un nouveau résultat global excédentaire de clôture à affecter d'un montant de **863 544,26 €**.

- n excédent d'investissement de : 70 933,88 €
- un excédent reporté de : 353 082,50 €  
Soit un excédent d'investissement cumulé de : **424 016,38 €**
  
- Les restes à réaliser de la section d'investissement s'établissent comme suit :  
Dépenses : 476 647,00 €  
Recettes : 56 400,00 €  
soit un besoin de financement sur les restes à réaliser de : **420 247,00 €**
  
- Soit un besoin de financement de la section d'investissement de : **- 3 769,38 €**

Considérant le résultat positif de la section d'investissement, il est proposé de ne pas faire d'affectation du résultat de la section de fonctionnement.

et d'inscrire en section de fonctionnement en résultat reporté , le solde corrigé du résultat du budget annexe de la crèche soit 863 544,26 €.

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal, après délibération,**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention

**DÉCIDE** d'inscrire au budget principal de la Commune d'Aiguillon pour l'exercice 2016

- l'excédent cumulé (002 )de fonctionnement pour un montant de 863 201,30 €.
- l'excédent cumulé ( 001 ) d'investissement pour un montant de 424 016,38 €

Publié le 02/03/16  
Visa Préfecture le 07/03/16

\*\*\*

#### **Vote du Budget Primitif 2016 – Budget Principal Commune**

Vu le Code Général des Collectivités territoriales les communes et les EPCI votent chaque année le budget primitif.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de voter le Budget Primitif Budget Principal commune.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

25 voix pour,  
0 voix contre,  
2 abstentions, M. Piazzon, Moschion.

**APPROUVE** les propositions nouvelles de la section fonctionnement du Budget Primitif 2016 – Budget Principal Commune ainsi qu'il suit :

#### **FONCTIONNEMENT**

Dépenses	5 573 154,00 €
Recettes	5 573 154,00 €

**APPROUVE** les propositions nouvelles de la section investissement du Budget Primitif 2016 – Commune 2016 ainsi qu'il suit :

<b>INVESTISSEMENT</b>	
Dépenses	2 411 449,00 €
Recettes	2 411 449,00 €

Pour rappel, budget total

<u>Fonctionnement</u>	
Dépenses :	5 573 154,00 € (dont 0,00 € de RAR)
Recettes :	5 573 154,00 € (dont 0,00 € de RAR)
<u>Investissement</u>	
Dépenses :	2 411 449,00 € (dont 476 647,00 € de RAR)
Recettes :	2 411 449,00 € (dont 56 400 € de RAR)

*Publié le 02/03/16*

*Visa Préfecture le 07/03/16*

\*\*\*

Monsieur Piazzon demande à quoi correspond l'augmentation de 539 % du chapitre 6156 « Maintenance », Madame Curie explique qu'il s'agit de réimputations budgétaires, les dépenses ont été remises au bon chapitre. Elle ajoute que pour le budget primitif 2016 chaque nature de dépense a été repositionnée.

Madame Moschion s'interroge sur l'augmentation « Catalogue et imprimés » qui passe à 10 000 €, Monsieur le Maire lui répond que la publication de la revue municipale sera désormais trimestrielle.

Elle demande si une renégociation des frais de télécom est en cours, Monsieur le Maire lui dit que oui et ajoute qu'il est très compliqué de négocier avec Orange ; il précise que si rien ne se décante les autres opérateurs seront approchés.

Monsieur Girardi dit que depuis trois ans les travaux inscrits au budget investissement ne sont réalisés qu'en partie, il demande qu'elles en sont les raisons et ajoute qu'il aimerait que cela avance plus rapidement.

Monsieur le Maire lui rappelle qu'un mandat dure six ans et que le bilan se fait à son terme pour voir si les projets annoncés lors de la campagne électorale ont été réalisés. Il ajoute que le gros projet Création de la voie Lalanne et son assainissement ont été bloqués en raison du sous sol archéologique et de la lenteur des réponses apportées par les services de l'État puis par la mise en place d'une obligation de suivi et de fouilles archéologiques préventives.

D'autres part, la collectivité a droit à des subventions, elles ont été demandées et ça devient la cascade : les réponses des uns dépendant de celles des autres. Pour exemple il cite le chantier de l'église de St Côme la commune était prête, les entreprises désignées et le jour de la première réunion sur site la représentante du Conseil Départemental a signalé que l'obtention des subventions n'était pas certaine ; du coup les ordres de service n'ont pas été signés et ne le seront pas jusqu'à la notification des subventions attendues.

Concernant la rénovation des espaces du centre-ville. En 2014 la commune avait candidaté à un l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) national mais n'avait pas été retenue. Les services de l'État ont relancé la municipalité en faisant valoir l'intérêt du projet et se disent donc prêt à aider la commune à le réaliser, le Conseil Départemental soutien également ce projet. Pour cela la municipalité doit retravailler le dossier afin d'obtenir une DETR (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux), il a donc fallu lancer le Maître d'œuvre sur la précision du projet. Un avant projet sommaire devra donc voir le jour en 2016.

Madame Moschion remarque que l'immeuble « Craipeau » est inscrit en recettes est-il sûr que la Communauté de Communes va en faire l'acquisition ? Monsieur le Maire lui indique qu'il s'agit là d'un budget prévisionnel.

Monsieur Girardi pense que Monsieur le Maire s'était engagé à l'acheter puisqu'il a été condamné.

Monsieur le Maire indique que la justice l'a condamné au nom de la commune, le 10 février 2014 le conseil municipal a voté une délibération pour l'achat du bâtiment afin que la Communauté de Communes puisse s'installer en centre-ville.

À la suite des élections le projet AMI avait permis de financer l'achat de la bâtisse qui n'a finalement pas été inscrit au budget 2015 suite à la réponse négative des services de l'État ; la justice a estimé que la délibération avait valeur de

sous seing. En 2016 l'objectif reste le même, la cession au prix de 211 000 € à la Communauté de Communes du Confluent élargie pour qu'elle y installe son siège administratif.

Monsieur Girardi estime que prendre cette délibération était imprudent, Monsieur le Maire lui répond qu'il ne sait pas si c'était imprudent mais qu'il lui semble que c'est ainsi que l'on gère une commune avec une certaine audace et de la prudence.

Madame Moschion rappelle que l'autre aile dont la commune est également propriétaire est en bien plus mauvais état.

Madame Aymard ajoute que c'est peut être celle là qu'il faudrait proposer à moindre coût à la Communauté de Communes.

Monsieur le Maire rappelle que cette dépendance du Château a été acquis il y plus de 20 ans et que depuis la municipalité cherche des solutions pour le rénover, plusieurs projets sont tombés à l'eau et dit qu'il y a une possibilité de bénéficier d'un fond d'intervention de l'État en 2016.

#### Vote du Budget Primitif 2016 – Budget Annexe Adduction Eau Potable

Vu le Code Général des Collectivités territoriales les communes et les EPCI votent chaque année le budget primitif.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de voter le Budget Primitif Budget Annexe Adduction d'Eau Potable.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**APPROUVE** les propositions nouvelles de la section fonctionnement du Budget Primitif 2016 – Budget Annexe Adduction Eau Potable 2016 ainsi qu'il suit :

<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Dépenses	71 562,00 €
Recettes	71 562,00 €

**APPROUVE** les propositions nouvelles de la section investissement du Budget Primitif 2016 – Budget Annexe Adduction Eau Potable ainsi qu'il suit :

<b>INVESTISSEMENT</b>	
Dépenses	290 771,00 €
Recettes	290 771,00 €

Pour rappel, budget total

<u>Fonctionnement</u>	
Dépenses :	71 562,00 € (dont 0,00 € de RAR)
Recettes :	71 562,00 € (dont 0,00 € de RAR)
<u>Investissement</u>	
Dépenses :	290 771,00 € (dont 0 € de RAR)
Recettes :	290 771,00 € (dont 0 € de RAR)

Publié le 02/03/16  
Visa Préfecture le 07/03/16

\*\*\*

## Vote du Budget Primitif 2016 – Budget Annexe Assainissement

Vu le Code Général des Collectivités territoriales les communes et les EPCI votent chaque année le budget primitif.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de voter le Budget Primitif Budget Annexe Assainissement .

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**APPROUVE** les propositions nouvelles de la section fonctionnement du Budget Primitif 2016 – Budget Annexe Assainissement 2016 ainsi qu'il suit :

<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Dépenses	117 840,00 €
Recettes	117 840,00 €

**APPROUVE** les propositions nouvelles de la section investissement du Budget Primitif 2016 – Budget Annexe Assainissement ainsi qu'il suit :

<b>INVESTISSEMENT</b>	
Dépenses	345 516,00 €
Recettes	345 516,00 €

Pour rappel, budget total

<u>Fonctionnement</u>	
Dépenses :	117 840,00 € (dont 0,00 € de RAR)
Recettes :	117 840,00 € (dont 0,00 € de RAR)
<u>Investissement</u>	
Dépenses :	345 516,00 € (dont 96 773 € de RAR)
Recettes :	345 516,00 € (dont 26 510,00 € de RAR)

Publié le 02/03/16  
Visa Préfecture le 07/03/16

\*\*\*

## Subventions de Fonctionnement Exercice 2016 - aux Associations dont la subvention est supérieure à 5 000 € - avec convention d'objectifs

La loi du 1er juillet 1901 autorise les associations à recevoir des subventions, notamment communales. Pour pouvoir être subventionnée par la commune, **une association doit présenter un intérêt public local** défini par la jurisprudence de la manière suivante : l'intérêt est public lorsqu'il répond aux besoins de la population ou au développement de la collectivité ; il est local lorsqu'il correspond au champ territorial de la commune.

Il peut s'agir par exemple d'aides accordées aux associations sportives, de soutien aux spectacles, aux manifestations. Par contre, les subventions aux associations culturelles sont interdites.



Pour toute subvention dépassant un montant annuel de 23. 000 €, la collectivité doit conclure une **convention avec l'association bénéficiaire**, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention. Le conseil municipal, par délibération en date du 19 décembre 2008 a fixé ce seuil à 5.000 € et a adopté un modèle de convention d'objectifs.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'association bénéficiaire doit produire un compte rendu attestant la conformité des dépenses avec l'objet de la subvention.

La commune est libre d'accorder ou non son aide à l'association et une décision de refus ne fait pas partie de celles devant être motivées. Ainsi, une subvention accordée une année peut ne pas être reconduite l'année suivante. En revanche, le conseil municipal, quelle que soit sa décision, doit toujours veiller à agir dans le respect du principe d'égalité et de l'intérêt général ; il ne peut refuser à une association l'aide octroyée à une autre association que si une différence de situation objective ou des nécessités d'intérêt général le justifient.

Pour éviter toute **gestion de fait**, c'est-à-dire la situation dans laquelle " toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public... ", ou " reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un organisme public ", les membres du conseil municipal exerçant un pouvoir au sein des instances dirigeantes de l'association ne peuvent pas prendre part au vote.

Monsieur le maire présente au conseil municipal les différentes demandes de subventions des associations d'un montant supérieur à 5.000 € pour l'année 2016, examinées en Commission des finances le 08 février 2016.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

<i>Détail des votes</i>	<i>pour</i>	<i>contre</i>	<i>abstention</i>	<i>Élu ne prenant pas part au vote</i>
<i>Centre d'Animation Municipal</i>	<i>26 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>C. Larrieu</i>
<i>Animations et Festivités Aiguillonaises (AFA)</i>	<i>19 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>F. De Macedo M. Pedurand M. Lasserre C. Faure A. Castagnos J. Beyret Treseguet Y. Sadir F. Diouf</i>
<i>Sca Général</i>	<i>26 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>C. Larrieu</i>
<i>Jumelage</i>	<i>20 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>F. De Macedo S. Guingan H. Aymard M. Pedurand C. Faure P. Desclaux C. Samaniego</i>
<i>Confluent Football 47</i>	<i>26 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>Y. Sadir</i>
<i>Amicale Sapeurs pompiers</i>	<i>27 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	
<i>École de Musique</i>	<i>27 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	
<i>Cinéma confluent</i>	<i>26 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>F. Diouf</i>

*Au vu du résultat des votes tels que détaillé ci-dessus,*

**DÉCIDE** d'attribuer les subventions de fonctionnement d'un montant annuel supérieur à 5.000 euros pour l'année 2016 selon le détail joint en annexe ;

**DIT** que les crédits nécessaires au règlement de ces subventions sont inscrits au budget primitif 2016 à l'article 6574 « Subventions autres organismes » ;

**MANDATE** monsieur le maire ou son représentant pour signer les conventions d'objectifs correspondantes et tout document concernant ce dossier et procéder au versement de ces subventions.

Publié le 02/03/16

Visa Préfecture le 07/03/16

\*\*\*\*\*

Madame Moshion pensait que c'était la Communauté de Communes du Confluent qui prenait en charge une partie du coût pour les familles. Monsieur le Maire explique que jusqu'en 2009 la commune aidait les musiciens à hauteur de 50 %, le choix a été fait de ne plus aider les adultes et de mettre en place une aide aux familles proportionnelle à leur quotient familial. Il y a deux ans, la Communauté de Communes a décidé d'aider également les familles ; du coup, la commune a continué à financer 10 % du coût à l'ensemble des élèves d'Aiguillon.

#### Subventions de Fonctionnement Exercice 2016 - aux Associations dont la subvention est inférieure à 5 000 €

La loi du 1er juillet 1901 autorise les associations à recevoir des subventions notamment communales. Pour pouvoir être subventionnée par la commune, **une association doit présenter un intérêt public local** défini par la jurisprudence de la manière suivante : l'intérêt est public lorsqu'il répond aux besoins de la population ou au développement de la collectivité ; il est local lorsqu'il correspond au champ territorial de la commune.

Il peut s'agir par exemple d'aides accordées aux associations sportives, de soutien aux spectacles, aux manifestations. Par contre les subventions aux associations culturelles sont interdites.

Pour toute subvention dépassant un montant annuel de 23.000 €, la collectivité doit conclure une **convention avec l'association bénéficiaire**, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention. Le conseil municipal, par délibération en date du 19 décembre 2008 a fixé ce seuil à 5.000 € et a adopté un modèle de convention d'objectifs.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'association bénéficiaire doit produire un compte rendu attestant la conformité des dépenses avec l'objet de la subvention.

La commune est libre d'accorder ou non son aide à l'association et une décision de refus ne fait pas partie de celles devant être motivées. Ainsi, une subvention accordée une année peut ne pas être reconduite l'année suivante. En revanche, le conseil municipal, quelle que soit sa décision, doit toujours veiller à agir dans le respect du principe d'égalité et de l'intérêt général ; il ne peut refuser à une association l'aide octroyée à une autre association que si une différence de situation objective ou des nécessités d'intérêt général le justifient.

Pour éviter toute **gestion de fait**, c'est-à-dire la situation dans laquelle " toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public... ", ou " reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un organisme public ", les membres du conseil municipal exerçant un pouvoir au sein des instances dirigeantes de l'association ne peuvent pas prendre part au vote.

Monsieur le maire présente au conseil municipal les différentes demandes de subventions des associations d'un montant inférieur à 5.000 € pour l'année 2016, examinées en Commission des finances le 08 février 2016.

#### Le conseil municipal, après en avoir délibéré

Détail des votes	<i>pour</i>	<i>contre</i>	<i>abstention</i>	<i>Élu ne prenant pas part au vote</i>
<i>Foyer de l'Automne</i>	25 voix	0 voix	0 abstention	J. Beyret Tréséguet M. Cadays
<i>Autres demandes</i>	27 voix	0 voix	0 abstention	

Au vu du résultat des votes tels que détaillé ci-dessus,

**DÉCIDE** de revoir ultérieurement la répartition des montants (inférieurs à 5.000 €) attribués aux différentes associations, pour le règlement desquels les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2016 à l'article 6574 « Subventions autres organismes »,

**DÉCIDE** d'attribuer les subventions de fonctionnement d'un montant annuel inférieur à 5.000 euros pour l'année 2016 selon le détail joint en annexe ;

**DIT** que les crédits nécessaires au règlement de ces subventions sont inscrits au budget primitif 2016 à l'article 6574

« Subventions autres organismes » ;

**MANDATE** monsieur le maire pour signer tout document concernant ce dossier et procéder au versement de ces subventions.

*Publié le 02/03/16*

*Visa Préfecture le 07/03/16*

\*\*\*\*\*

Monsieur Piazzon dit que l'association Fusion-4-Elles avec qui la commune a passé une convention de sponsoring est arrivée 347ème sur 1 474 équipages et 81ème au classement féminin. L'ensemble de l'Assemblée les félicite de leur performance.

\*\*\*\*\*

#### **Convention CDG47 – démarche d'accompagnement à l'évaluation des risques professionnels et rédaction du Document Unique – Demande subvention FNP**

Le Document Unique est un document sur lequel est consigné le résultat de l'évaluation des risques professionnels au sein de la collectivité. Évaluer les risques permet de déterminer le plus objectivement possible les actions à mener afin d'assurer la santé et la sécurité des agents. De plus, cette évaluation et les actions de prévention qui en découlent sont des obligations législatives prévues par le Code du Travail : Article L4121-3 et L4121-1. C'est l'employeur, c'est à dire l'autorité territoriale qui est responsable de ce document et de sa réalisation. En cas de manquement il encourt une contravention de 1 500 €, de plus en cas d'accident la responsabilité pénale de l'autorité territoriale peut être d'autant plus importante si ce document vient à manquer.

Le CDG47 propose à la commune de signer une convention (voir modèle en annexe) pour la mise en place d'une démarche d'accompagnement à l'évaluation des risques professionnels et à la rédaction du Document Unique. Pour cela le Service Santé Sécurité Travail du CDG47 proposera :

- une formation sur l'évaluation des risques,
- un accompagnement pratique qui se réalisera sur une demi-journée.

Ce service sera facturé à la commune 500 €

Il existe une aide financière qui porte sur le temps mobilisé par l'ensemble des agents de la collectivité ayant participé à la démarche sur une durée maximale de un an, le CDG s'engage à réaliser le dossier de subvention afin que la collectivité puisse en bénéficier. La facturation du CDG47 interviendra après l'obtention de cette subvention du Fonds National de Prévention de la Commune.

Le Conseil Municipal est appelé à valider le modèle de convention joint en annexe.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

#### **Après en avoir délibéré, le Conseil municipal,**

*27 voix pour,*

*0 voix contre,*

*0 abstention,*

**VALIDE** le modèle de convention ci-joint proposé par le Centre de Gestion.

**SOLLICITE** une subvention auprès du FNP afin de bénéficier d'une aide financière dans le cadre de cette démarche.

**DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au Budget Primitif Principal Commune de l'année 2016.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante jointe en annexe et tout document s'y rapportant.

*Publié le 02/03/16*

*Visa Préfecture le 07/03/16*

Madame Moschion pensait que le document était réalisé en interne, Monsieur le Maire lui indique que si on passe par le CDG il est possible d'obtenir une subvention du FNP.

\*\*\*\*\*

#### **Motion déposée par le Groupe Front de Gauche de la Majorité du Conseil Municipal sur la baisse des dotations de l'État**

Le Conseil Municipal est appelé à adopter la motion suivante, concernant les baisses de dotations de l'État aux collectivités locales, déposée par le groupe « Front de gauche » du conseil municipal :

Comme les années précédentes, la préparation du budget 2016 se fait dans un contexte d'aggravation des politiques nationales d'austérité, qui se concrétise au niveau communal par une nouvelle baisse des dotations de l'état.

Ces baisses successives nous pénalisent lourdement dans nos actions, projets, dans tous les domaines : emploi, éducation, sport, culture, environnement... Elles fragilisent les services publics. Elles sont inefficaces car elles nous entraînent dans un cycle infernal de récession et de chômage. Comme nous le disions lors du débat sur les orientations budgétaires, de l'argent, il n'en manque pas pour le CICE, le pacte de responsabilité, ainsi que du côté de l'évasion et de la fraude fiscale. Dans ce contexte, la municipalité s'échine à boucler le budget et à ne pas augmenter les taux d'imposition. Cependant, le fonctionnement et l'investissement s'en ressentent, malgré les efforts déployés par les services municipaux.

L'efficacité et la justice, c'est une réforme fiscale d'ensemble qui combat le gâchis de la spéculation en la taxant et qui encourage la relance par le pouvoir d'achat, l'emploi, les services publics.

Le conseil municipal d'Aiguillon :

- o demande que l'argent soit consacré aux investissements utiles à nos concitoyens ;
- o utiles à l'emploi, utiles à la relance ;
- o demande l'arrêt immédiat de cette austérité injustifiée, imposée aux collectivités et la taxation des actifs financiers (actions et obligations) des entreprises. 75 milliards, c'est nettement plus que la baisse des dotations.

Augmenter les recettes pour réduire les déficits, c'est plus efficace !

**Après avoir entendu cet exposé,  
Le conseil municipal,**

*20 voix pour,*

*0 voix contre,*

*0 abstentions,*

*M. Girardi, Le Grelle, Lacrampe-Moine, Larrieu, Rosset, Piazzon et Moschion refusent de prendre part au vote.*

**ADOpte** la motion concernant les baisses de dotation de l'État aux collectivités territoriales, déposée par le groupe « Front de gauche » du conseil municipal.

*Publié le 02/03/16*

*Visa Préfecture le 07/03/16*

\*\*\*\*\*

## QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Gabriel Lasserre, Adjoint au Maire coordinateur du recensement 2016 fait un point sur cette opération qui vient de se terminer. Pour cela il cite quelques chiffres :

	2012	2016
Logements	2108	2172
Résidences secondaires	45	46
Logements vacants	302	321

Nombre de bulletins individuels 4084 en 2016, cela ne tient pas compte des habitants : de l'EHPAD, de la Cité Scolaire, de la Gendarmerie, des habitations mobiles.

Ces chiffres ne sont donc pas définitifs il faut attendre les statistiques INSEE qui seront communiquées en fin d'année.

Monsieur Lasserre ajoute que le recensement a été effectué par 11 agents recenseurs qui ont rencontré de nombreuses difficultés, 2,2 % des logements non vacants n'ont pas pu être enquêtés car les gens ont refusé d'ouvrir leur porte. Cela reste inférieur à la moyenne nationale. Il précise que l'INSEE a les moyens de pénaliser ces foyers à hauteur de 18 €.

Il ajoute que l'INSEE s'est félicité du taux de rendement des agents.

Monsieur le Maire rappelle que pendant un mois cela représente un travail colossal, il remercie très vivement les agents recenseurs, l'agent communal, et Monsieur Lasserre pour l'énorme travail qui a été effectué.

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20 heures 50.

\*\*\*\*\*

Le maire,

Le secrétaire,

**Et ont signé les membres présents :**

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Pascal DESCLAUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI



Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Lise ROSSET

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION